

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
Z.I. Saint-Liguaire  
4 rue Alfred Nobel  
79000 NIORT

Niort, le 5 décembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES KLEBER MOREAU**

BP 257  
La Meilleraie-Tillay  
85700 Pouzauges

Références : 0007201401/2025/376

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement CARRIERES KLEBER MOREAU implanté Les Rouleaux 79310 Mazières-en-Gâtine. L'inspection a été annoncée le 09/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES KLEBER MOREAU
- Les Rouleaux 79310 Mazières-en-Gâtine
- Code AIOT : 0007201401
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière à ciel ouvert de diorite autorisée par arrêté préfectoral du 6 juillet 2006 pour une durée de 30 ans remise en état incluse.

Rubrique 2510-1 : 2 millions de tonnes par an

Rubrique 2515-1 : 4 395 kW

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Caractéristiques de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 06/07/2006, article 1.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Bruit et vibrations	Arrêté Préfectoral du 06/07/2006, article 3.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Accident ou incident	Arrêté Préfectoral du 06/07/2006, article 1.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autorisation	Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 2	Sans objet
2	Garanties financières	AP Complémentaire du 08/10/2020, article 2	Sans objet
3	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 06/07/2006, article 2.2	Sans objet
5	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 06/07/2006, article 4.3	Sans objet
8	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les hauteurs de front doivent être ramenées à la hauteur réglementaire.

L'exploitant doit indiquer les mesures mises en place afin de respecter la hauteur maximale des fronts de 15 mètres.

Suite aux dernières mesures de bruit, l'exploitant précisera les mesures mises en place notamment au point LP1 afin de respecter la réglementation.

L'exploitant apportera tous les éléments d'appréciation permettant de s'assurer que le glacis situé dans le secteur de Mazière, zone Sud, front 1, ne visera pas les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2014, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> Le tableau de classement de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n°4535 du 6 juillet 2006 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°5377 du 18 septembre 2013, est remplacé par le tableau suivant : 2510-1 : 2 millions de tonnes par an 2515-1-a : 4 935 kW 2521-2-a : 2 500 t/j 1435-2 : 280 m <sup>3</sup> /an 2517-2 : 10 000 m <sup>2</sup>
<b>Constats :</b> L'exploitant précise que les rubriques sont inchangées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/10/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.9.1 de l'arrêté préfectoral de 2006 :  A chaque période correspond un montant des garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Les schémas d'exploitation et de remise en état en annexe présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.  Période : 2021-2026 Montant : 1 357 303 euros
<b>Constats :</b> Par courriel en date du 7 novembre 2025, l'exploitant a transmis une comparaison entre le plan de phasage de la phase 4 prescrit dans l'arrêté préfectoral complémentaire de 2020 et l'état actuel de l'exploitation (en date du 15/01/2025). L'exploitation est actuellement en phase 4 (2021/2026).  Un acte de cautionnement de 1 334 215 euros couvre la période du 06/07/21 au 05/07/26.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant veille : <ul style="list-style-type: none"><li>• à renouveler ses garanties financières au moins 3 mois avant la date d'échéance ;</li><li>• à justifier et actualiser ses garanties financières.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Registres et plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2006, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière est établi.  Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>• les bords de la fouille ;</li><li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>• les zones remises en état ;</li><li>• la position des ouvrages visés à l'article 2.9.3 ci-dessous et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li></ul> Ce plan, mis à jour au moins une fois par an est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Par courriel en date du 7 novembre 2025, l'exploitant a transmis 2 plans (situation au 15/01/2025) : <ul style="list-style-type: none"><li>• le secteur "Mazières" ;</li><li>• le secteur "Saint Marc".</li></ul> Les plans d'exploitation ont été mis à jour au moins une fois par an.  Lors de la visite, l'exploitant a présenté également le dernier plan des abords (situation au 15/01/2025).  Les distances de sécurité, les voiries étaient absentes.  Par courriel en date du 17 novembre, l'exploitant a transmis : <ul style="list-style-type: none"><li>• le plan des abords mis à jour ;</li><li>• les derniers plans d'exploitation mis à jour.</li></ul> Les éléments édictés au présent article sont repris sur les plans précités.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Caractéristiques de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2006, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Secteur Mazières :</u> Cote minimale du fond de la carrière : 63 mNGF  <u>Secteur Saint Marc :</u> Cote minimale du fond de la carrière : 155 mNGF  La hauteur maximale des fronts est limitée à 15 mètres.

<p><b>Constats :</b> Les cotes étudiées par l'inspection ont été prises par sondage sur les deux plans d'exploitation précités.</p> <p><u>Secteur Mazières :</u> L'inspection n'a pas observé de cote en dessous de la cote minimale autorisée L'inspection a constaté des hauteurs de front supérieures à 15 mètres : Front 7 : 109,55-93,24=16.31 m 109.36-93.39=15.97 m 109.85-94.13=15.72 m</p> <p><u>Secteur Saint Marc :</u> L'inspection n'a pas observé de cote en dessous de la cote minimale autorisée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Les hauteurs de front doivent être ramenées à la hauteur réglementaire. L'exploitant indiquera les mesures mises en place afin de respecter la hauteur maximale des fronts de 15 mètres. En cas d'impossibilité, l'exploitant doit justifier les hauteurs observées et veiller à la mise en sécurité de ces fronts. L'exploitant doit veiller à respecter la hauteur réglementaire des fronts dans la poursuite de son exploitation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Remblayage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2006, article 4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fin d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les apports extérieurs sont limités aux déchets minéraux ou assimilables au substrat naturel, non pollués, issus de l'industrie du BTP...</p>
<p><b>Constats :</b> Le jour de la visite, deux morceaux de gaines en plastique ont été observés dans les déchets inertes utilisés pour le remblayage.  L'exploitant a procédé à l'enlèvement de ces déchets.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant s'assurera de la qualité des apports extérieurs dans le cadre du remblayage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 6 : Bruit et vibrations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2006, article 3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions et des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Bruit cf. tableaux intitulés « Valeurs limites et points de contrôle ». En tout état de causes, de tels contrôles sont effectués au moins une fois tous les 3 ans. ... En cas de dépassement des émergences réglementaires, l'étude ci-dessus doit être accompagnée de propositions de travaux permettant de respecter lesdites émergences. Les travaux nécessaires sont réalisés dans le délai de 6 mois à compter de la date de la mesure.
<b>Constats :</b> Les dernières analyses de bruit ont été réalisées du 24 au 26 juin 2025 et du 10 au 11 juillet 2025.  Les conclusions sont les suivantes : « La campagne de mesures réalisée en juin et juillet 2025 sur le site de la carrière de Mazières en Gâtine met en évidence : <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Aucune émergence sonore en ZER (Zone à Émergence Réglementée) :</i><ul style="list-style-type: none"><li>◦ <i>en période diurne conforme à la réglementation en vigueur.</i></li><li>◦ <i>en période nocturne conforme à la réglementation en vigueur.</i></li></ul></li><li>• <i>En limite de propriété :</i><ul style="list-style-type: none"><li>◦ <i>en période diurne :</i><ul style="list-style-type: none"><li>▪ <i>de forts dépassements pour le point LP1, n'engendrant pas de dépassement en ZER</i></li><li>▪ <i>les autres points de contrôles sont tous conformes à la réglementation en vigueur,</i></li></ul></li><li>◦ <i>en période nocturne :</i><ul style="list-style-type: none"><li>▪ <i>des légers dépassements de 1,5 dB(A) pour le point LP1 et de 0,5 dB(A) pour le point LP8 sont observés. Ces légers dépassements compris entre 0 et 2 dB(A), ne permettent pas de conclure à une non-conformité au sens réglementaire du terme.</i></li><li>▪ <i>les autres points de contrôles sont tous conformes à la réglementation en vigueur. »</i></li></ul></li></ul></li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant précisera les mesures mises en place notamment au point LP1 afin de respecter la réglementation. Un calendrier de réalisation sera également transmis.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Accident ou incident**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2006, article 1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> ..., tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511, livre V, titre I du code de l'environnement doit être signalé immédiatement l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, un glacis a été observé sur le secteur de Mazières zone Sud front 1.  L'inspection n'a pas été informée de cet incident.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant portera à la connaissance de l'inspection, entre autres, les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• un état des lieux de la situation ;</li><li>• les mesures mises en place et envisagées ;</li><li>• les mesures mises en place pour qu'un tel incident ne se reproduise pas.</li></ul> L'exploitant transmettra également un calendrier de réalisation des travaux, le cas échéant.  L'exploitant apportera tous les éléments d'appréciation permettant de s'assurer que ce glacis ne visera pas les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Déclaration GERE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
<b>Constats :</b> La déclaration GERE 2024 a été réalisée avant le 31 mars 2025.  La production maximale autorisée est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite